

NON.

NON.

**Discussion croisée entre opposant.es à l'A45 (Auvergne-Rhône-Alpes)
camarades de l'Amassada (Aveyron)
et occupant.es de la forêt de Roybon (Isère)**

Huis clos. Huit personnages. Deux resteront silencieux tout le long de l'échange. Le soleil d'août brûle la terre au-dehors, on entend parfois des mouches voler dans la cuisine.

Autour de la table, chacun.e part de sa lutte pour tenter de (dis)cerner ce que cela veut dire, refuser.

Peu important les noms. Il faut juste savoir que ce sont différents vécus et sensibilités qui s'expriment. Personne ne prétend représenter quoi que ce soit ou parler au nom de qui que soit. Ce sont simplement, réunies par tout autre chose que le hasard, huit personnes assises autour d'une table.

Août 2017
foret.occupee.roybon@riseup.net

ACTE I – Dis-moi contre quoi tu luttas

SILENCE

L'AMASSADA – L'Amassada, c'est une cabane construite à l'emplacement-même d'un gros transformateur, qui doit être réalisé par ERDF et RTE. Il est censé rassembler l'énergie de multiples éoliennes qui seraient mises tout autour, dans toute la région.

A45 - Et c'est dans quelle région, sur quelle commune, ça ?

L'AMASSADA – Saint-Victor-et-Melvieu, en Aveyron. Sur des terres agricoles qui appartiennent à des particuliers et qui sont encore exploitées. Ça change souvent, le projet, mais le transformateur serait sur 7 hectares, où ils creuseraient le sol sur 4 mètres de profondeur. C'est un énorme machin.

Du coup, la lutte se trouve autour de ça, et aussi forcément face à l'éolien industriel qui colonise de plus en plus la région et détruit les paysages, avec la pression que ça met sur les propriétaires.

Le transfo servirait à évacuer la production des éoliennes qui sont en projet dans le coin : mais leur stratégie, c'est de commencer déjà un peu à construire des éoliennes, pour ensuite pouvoir d'autant mieux justifier le projet du transfo. C'est l'espèce de truc du fait accompli. C'est pour ça aussi que c'est intéressant de bloquer à l'endroit de ce transfo, parce que c'est aussi s'opposer à la construction des éoliennes qu'il y a tout autour. Ça rend le truc assez compliqué, parce qu'au sein des gens qui sont contre le transfo, il y a aussi des gens qui sont pas forcément sur les mêmes lignes que nous pour l'opposition aux éoliennes.

La question des éoliennes, c'est vraiment le truc le plus impopulaire qu'on ait pu trouver à combattre, vu les politiques gouvernementales qui ont été mises en place depuis 20 ans, vu la loi sur la transition énergétique qui est passée récemment, et qui fait qu'on se retrouve souvent pris dans ce truc, avec les gens qui nous disent "Vous êtes contre les éoliennes mais quoi alors, vous êtes pour le nucléaire ?" Sous-entendu : comment vous faites pour proposer un truc qui permette de maintenir la production d'énergie telle quelle, si c'est pas avec le nucléaire et si c'est pas avec le renouvelable.

A45 – Nous depuis à peu près un an, avec des copains et copines de Saint Etienne, on a rejoint une lutte qui a commencé depuis bien longtemps. Dans chaque village, des assos se sont constituées pour certaines depuis 20 ans, 25 ans. Elles luttent contre l'autoroute A45 qui relierait Saint Etienne à Lyon et qui doublerait l'autoroute existante, qui est assez ancienne, gratuite, et qui passe dans la vallée du Giers. L'A45 passerait sur des coteaux plus agricoles et périurbains. Ce sont des petits villages avec des pavillons, des lotissements, des petits bourgs encore habités et assez dynamiques. Et puis des terrains travaillés en arboriculture, maraîchage, céréales : plutôt en petite agriculture, parce que c'est assez vallonné avec beaucoup de coteaux. C'est à flanc des Monts du Lyonnais, un petit massif de deux collines d'à peu près 800m d'altitude. Donc à flanc de ces collines ils voudraient faire cette autoroute, avec un péage. Le projet était un vieux truc dans les cartons, ils l'ont relancé en 1993, et dernièrement les choses ont accéléré avec l'arrivée de Wauquiez à la Région.

Les arguments des promoteurs du projet, c'est que l'autoroute existante n'est pas écologique, ça serait une nuisance pour les habitants de la Vallée du Giers. Ils parlent de désenclavement de Saint-Etienne. C'est vrai que le développement économique y est à peu près nul, il y a même eu une décroissance démographique. C'est une ville assez tranquille, pas du tout une métropole-technopole comme Lyon : elle est plutôt populaire et accessible, après il y a du chômage aussi... Un des arguments pour cette autoroute ça serait de dynamiser Saint Etienne, justement.

Voilà ce qu'on a en face. Et nous on est entré.es dans cette lutte avec des choses à y opposer : des manières de vivre en ville, l'envie de questionner ce développement métropolitain et l'interconnexion des villes, et ça va rejoindre après le coup des alternatives qu'on a à proposer...

ROYBON - Nous on occupe depuis l'automne 2014 le bois des Avenières qui appartenait à la commune de Roybon, et puis aussi une maison forestière qui est juste à côté du bois. C'est à ce moment-là qu'ils avaient démarré les travaux pour le Center Parcs, qui était déjà en projet depuis 2007. Plusieurs associations du coin ont réussi à bien retarder la mise en place du projet avec des recours juridiques et de la mobilisation. Mais quand même au bout de sept ans, il y a eu un passage en force du préfet de l'Isère, malgré les enquêtes défavorables. Ça a été super vite : le préfet a publié son arrêté et ils ont démarré les travaux juste après. Comme on s'y préparait dans le coin, très vite il y a une manif avec plus de mille personnes. La maison a été ouverte à ce moment-là. En deux semaines les machines avaient réussi à couper 40

hectares, mais ils ont fini par être obligés de les retirer. L'association PCSCP a saisi la justice, et cet été-là le projet a été annulé. Cet hiver, le procès en appel a confirmé ce jugement. Et nous on est là au moins jusqu'au troisième et dernier truc pour eux, le Conseil d'État. Si on leur dit encore non, Pierre et Vacances sont bloqués sur cette affaire. Si on leur dit oui... Les assos sont en train de faire les dossiers pour le niveau européen, mais les travaux du Center Parcs pourraient reprendre. À partir du premier jugement, on s'est retrouvé.es à vachement moins nombreus.es, et puis d'autres dynamiques se sont installées. À la maison, on est un collectif d'habitation un peu plus resserré. Peut-être que ça changera encore d'ici le Conseil d'État.

Center Parcs, c'est un centre de vacances : le but c'est d'amener les gens à retourner en "forêt". On a beaucoup parlé de leur "bulle tropicale" avec complexe aquatique, restaurant(s), peut-être des boutiques, tout ça au milieu de 1000 cottages. C'est pas évident de se battre contre ça, un peu comme l'éolien. Parce qu'ils arrivent vachement à faire passer le message "c'est respectueux de l'environnement", c'est l'amour de la nature quoi, quasiment. C'est assez dur de se retrouver face à des gens qui sont convaincus de ça, même des gens qui peuvent être assez proches de nous sur d'autres thèmes. Là ils vont dire "C'est quand même pas si terrible, on amène des gens en forêt et on va leur redonner un peu le goût du contact". Alors là, bon. C'est un défi intéressant de montrer que non. On peut détruire un peu cette façade verte. En montrant les impacts sur l'environnement, en dénonçant le modèle économique des Center Parcs et les magouilles – ici, il ont acheté au prix du terrain agricole, donc que dalle, et construit après. C'est des promoteurs immobiliers touristiques, ils ont besoin de construire et c'est ça qui est fort dans le fait de bloquer leur projet. Ils ont deux autres petits projets en Saône-et-Loire et dans le Jura, plus récents : ils ont appris du blocage ici.

L'AMASSADA - Et ces deux autres projets dont tu parles, il y a une opposition ?

ROYBON - On retrouve aussi tout le panel d'opposant.es. On s'est un peu rassemblé.es avec deux groupes de là-bas, il y a une coordo. C'est hyper intéressant, d'arriver à dépasser... parce que c'est aussi un truc qui caractérise nos trois groupes, en contradiction avec les autres composantes de ces luttes, c'est qu'on a envie de l'élargir à un truc plus global. Pour d'autres gens c'est plus compliqué, ils n'étaient pas sur "ni ici ni ailleurs" mais plutôt sur "pas ici". Mais sur Center Parcs en général, les gens n'ont pas envie de franchir le pas. J'aime bien cette géographie politique-là, où

on a pu se retrouver et se coordonner entre gens qui ont envie d'étendre le problème. Mais c'est pas facile, dans les trois endroits cette coordination a créé des tensions : les autres disaient que c'était décrédibiliser la lutte, qu'il fallait rester focalisé sur le problème qu'il y a là, et pas partir dans des élucubrations d'extrême-gauche-machin.

ACTE II - Refuser

A45 -Dans la lutte contre l'autoroute, sur les 20 ans écoulés, c'est uniquement une lutte d'habitant.es. Une asso d'élu.es avait fait un dossier de propositions alternatives au routier, ça portait sur le train, le transport par câble. En gros des propositions pour desservir la métropole, ça restait dans la même logique. Il y a des gens qui ont fait des réflexions techniques très bien faites, avec des dossiers bien montés, qui montrent que pour beaucoup moins cher il y a moyen d'améliorer l'existant, en axant sur le transport collectif. Quelque chose comme un RER régional entre Lyon et Saint Etienne, pour fluidifier et densifier les échanges entre ces deux villes, et aussi desservir les territoires traversés. C'est beaucoup d'habitant.es qui vont travailler à Lyon et qui reviennent. Le discours portait essentiellement là-dessus.

À Saint-Etienne, les gens de l'Assemblée de lutte - qui s'est constituée il y a un an - vont pas avoir l'autoroute chez eux, construite sous leur fenêtres. Mais ce qu'il nous semblait intéressant de dire, c'est que même si elle ne passe pas chez nous, une infrastructure aussi grosse a un impact sur la vie de très nombreuses personnes. Ça a tendance à vider encore plus les villages de leur(s) vie(s), à vider les villes plus petites au profit des villes plus grosses qui sont connectées. C'est à peu près les exemples qu'il y a de partout dans le passage des LGV, des autoroutes... Toutes ces grosses infrastructures qui n'ont rien à voir avec du transport local, elles font partie de schémas beaucoup plus gros. Par exemple l'A45 c'est un maillon de Toulouse-Lyon, et derrière ça de Lyon-Espagne, de Allemagne-Espagne, enfin bon c'est des trucs de fous.

Nous on voulait mettre en avant le fait que c'était pas du tout des choses qui servaient aux habitant.es, que ensuite si ça leur servait éventuellement c'était pour un modèle de vie toujours plus artificialisée et toujours plus tournée vers des villages-dortoirs ou des pavillons, et une autoroute qui les relie au lieu de production économique.

Cet aspect "pas d'alternatives", c'est une position qui peut sembler compliquée à porter parce qu'on nous dit que l'autoroute actuelle est pourrie. Mais c'est bien, parce que les partisan.es de l'autoroute mettent l'accent sur le fait que l'autoroute actuelle serait une nuisance pour les habitant.es, qu'elle est pas écologique... Et le fait qu'ils utilisent cette argument va peut-être faire avancer dans la coordination l'idée que c'est un piège de toujours chercher des solutions dans cette question de la mobilité, et de se placer sur le terrain du développement. Parce que d'une manière ou d'une autre t'en es rendu.e à chercher le moins pire des projets. Parce que même améliorer

l'autoroute actuelle ça serait des travaux de merde, des nuisances de malade pour les gens qui habitent autour, des dizaines d'heures de bouchons.

Faire une ligne de train RER ça serait pareil, ça serait rénover la ligne de train actuelle ou en construire une autre. Donc ça serait un peu comme construire une LGV avec des ponts, des tunnels et tout ça. Ça serait pas mal je trouve comme argument, d'avancer que les gens ne veulent pas des nuisances chez eux, mais que les alternatives qu'ils proposent créent des nuisances soit autre part, soit autrement. Il y a des fans de technologie qui commencent à faire miroiter le projet d'Hyperloop. C'est un train venu de la Silicon Valley, qui serait dans des tubes magnétiques et qui apparemment serait assez économe en énergie et qui irait très vite. Mais qui peut croire que... ? C'est complètement absurde. Ça demanderait la même emprise de foncier, les mêmes tunnels, les mêmes viaducs et ça consommerait un max d'énergie et en plus c'est pas du tout adapté à une desserte locale. Un tube qui va à 800 km/h ne va pas s'arrêter tous les 10 km dans les villages, c'est complètement con. Du coup, on essaye de faire avancer l'idée qu'on peut s'opposer sans avoir de solution technique alternative. Parce que, en soi, ce que porte ce genre de projet - particulièrement ici sur les transports, mais il y aurait des choses à dire sur les notions de loisirs, de vacances et de tourisme - la mobilité, c'est déjà un piège.

L'AMASSADA - L'alternative, quelle que soit le projet, elle est surtout dans la manière qu'on a de vivre. En tout cas dans la réflexion sur la manière qu'on a de vivre. Pour l'électricité c'est un peu pareil.

Et puis nous la problématique qu'on a, c'est qu'on s'oppose à quelque chose qui est déjà perçu comme une alternative. Les éoliennes sont déjà une alternative au nucléaire pour pas mal de gens du milieu de gauche, extrême-gauche institutionnelle. C'est ce qui fait que c'est hyper dur et en même temps c'est hyper intéressant dans les arguments qu'on peut avancer, le discours qu'on peut tenir. Ça fait qu'on en vient très vite à se poser la question de la manière dont on produit de l'énergie. La façon dont les gens qui nous demandent ce qu'on propose ou quelle alternative on a, elle est toujours prisonnière du cadre conceptuel économique. On présuppose là-dedans qu'il y a un certain niveau d'énergie qui est produite, qu'il faudrait augmenter pour maintenir une forme de vie. Du coup nous ça nous permet d'arriver sur le terrain en disant que c'est à cette forme de vie qu'on s'oppose. Et à ce titre-là on sort du cadre de pensée économique, et on arrive sur un terrain politique. Alors après, le changement de plan c'est souvent... C'est pas simple. Mais ça nous permet de dire,

par exemple, que le problème qu'on a avec les éoliennes et les renouvelables c'est que c'est toujours des solutions hégémoniques. Donc qui correspondent à une forme politique d'organisation des formes de vie. C'est-à-dire qu'on suppose qu'il y a un territoire, qu'il faut répartir de façon à peu près uniforme les énergies et les infrastructures. C'est d'autant plus flagrant que ce mode de production, c'est vraiment un truc qui essaime. Il en faut un peu de partout, des éoliennes. Et du coup derrière, avec cette problématique d'essaimage de ces petites infrastructures, on a pu arriver à des questionnements sur une forme de gouvernement qui est devenu cybernétique, où on essaye de transformer toutes les infrastructures comme autant de capteurs qui viennent façonner la vie au plus près de ce que peut être la réalité d'un territoire et de ses habitant.es. Parce que toutes les éoliennes sont connectées en temps réel à une centrale, elles donnent les conditions météo où elles se trouvent, ensuite en feedback elles reçoivent des instructions... Il y a vraiment cette problématique-là qui a pu être esquissée, du fait qu'on se battait contre ce fer de lance de la métamorphose du monde économique actuel. C'est ce qui fait qu'il y a aussi plein de gens pour qui c'est complètement opaque et obscur, ce qu'on essaye de soulever. Pour moi, la difficulté, c'est que c'est vraiment une espèce de fer de lance : un truc qui est en train de se penser, de s'élaborer en même temps qu'il se construit.

Et du coup nous la réponse qu'on fait souvent, c'est d'une part de dire que les solutions hégémoniques, on sait où ça mène ; et que d'autre part, nous on a envie de se situer sur un plan... S'il y a des réponses à amener, et c'est même pas vraiment des réponses, c'est par des formes de vie qui se développent sur un plan politique. Par exemple, ceux qui disent "oui, mais comment tu fais, les gens qui ont besoin d'énergie"... Nous on dit qu'à partir du moment où tu t'organises à plusieurs, tu vas poser les problèmes qui sont propres à ce groupe-là et donc que tu vas y répondre d'une façon qui correspond à la pensée de ce groupement de gens. Mais c'est hyper dur de sortir de la vision du monde où tout se vaut. Mais c'est quand même vachement intéressant.

Par exemple la projection qu'on a faite avec le film *Pas Res Nos Arresta*, sur une assemblée de 50-60 personnes, à chaque fois il y en a qu'un.e qui pose la question "Qu'est-ce que vous proposez ?". Par contre c'est fou de voir la constance de ce truc-là, et comment à chaque fois, c'est dans les mêmes termes que la question est posée. T'as l'impression que derrière il y a une espèce d'Internationale des Chieus Propositionnistes qui se passent le mot. Ça me frappe à chaque fois, ce truc tout fait : ces gens qui se font la caisse de résonance de tout ce qui a été pensé comme transition

énergétique. On a essayé plein de formes de réponses différentes. Il y a une fois où on a complètement pété des câbles, une autre fois où on a essayé de se lancer dans la discussion mais en fait c'est sans fin. C'est des discussions qui tournent en boucle. Du coup, ça s'est un peu stabilisé sur une réponse : *ça, c'est une question d'ordre technique qui répond à des problèmes techniques qui ont été posés par des gens qui veulent une certaine forme de vie*. Nous c'est pas sur ce plan-là qu'on a envie de se situer, et tout ce qu'on met en œuvre, c'est de sortir de ce plan à la fois de pensée et de forme de vie. De toute façon, on peut clairement pas proposer de solution à si grande échelle ; il n'y a pas d'alternative qui serait égale à leur proposition. Au même titre d'un déplacement de masse comme pour l'A45.

A45 - Et vous, on vous demande des fois ce que vous voulez faire à la place du Center Parcs ?

L'AMASSADA - Vous pourriez faire un Disneyland.

ROYBON - Ici en un sens c'est déjà une alternative, parce qu'ils voulaient faire une décharge dont les gens n'avaient pas voulu. En fait, ils posaient le problème du développement économique de Roybon, de l'endettement, c'est une commune où il y aurait vachement de chômage, de la misère... Cette image était très colportée, ce qui est un faux problème quand on le creuse - il y aurait le même taux de chômage qu'en Isère, voir moins. Le maire précédent avait beaucoup mobilisé ce message, et il voulait proposer une solution. Donc il y a eu cette histoire de décharge, et pour les gens c'était évident qu'elles n'en voulaient pas. Alors le maire s'est dit : *projet de tourisme*. Je simplifie beaucoup, mais en gros, c'est ça. Un projet de tourisme, ça passe mieux qu'une décharge. Après, le maire suivant disait quand même que l'un n'empêche pas l'autre.

Pour nous, sortir de cette logique d'alternative, c'est suffisant. Et puis pour cette forêt, l'espace existe tel quel. L'alternative, à chaque fois, c'est qu'il faudrait que cet espace devienne une zone de production. Soit pour stocker, soit pour produire, soit pour créer une activité. Une zone de marchandisation et d'artificialisation. C'est ça qu'on pointe avec le "tourisme vert". Sous leur beau message de retour vers la nature, il y a vraiment un côté artificiel, puisqu'ils clôturent tout le long du Center Parcs, ils amènent des daims ou je-sais-pas-quoi, ils font des activités dedans. Mais c'est hyper artificiel, c'est un monde clos.

Cette position de refus nous renforce, pour pouvoir pointer les problèmes de ce qui est proposé. Sur le tourisme vert ça permet de développer tout un argumentaire pour montrer à quel point ce truc-là c'est pourri, et que c'est pas la peine d'essayer de l'adapter. Parce que fondamentalement, nous on trouve que c'est foireux. Et ça nous pousse aussi à aller creuser les mécanismes auxquels on est confronté.es. Et après il y a eu la question de la forêt : pas d'alternative, ça pourrait aussi vouloir dire qu'on veut garder la chose en l'état existant, garder la forêt comme elle est. À la base c'était l'idée de pas mal d'opposant.es "radicaux et radicales", on va dire. Qui se disaient que cet espace est à peu près en dehors du système marchand, hé bien, qu'il y reste. Mais après on s'est rendu compte que ça marchait pas comme ça : cette forêt en soi est déjà assez artificielle. C'est déjà une zone d'exploitation, de production. Depuis longtemps elle est cultivée, elle est taillée à blanc tous les vingt ans.

La base du non c'était de se dire qu'on veut garder les choses comme elles sont. Mais finalement les choses comme elles sont, quand t'étudies un peu, tu te dis "Mouais.". C'est pas ça non plus qu'on veut. Alors qu'est-ce qu'on veut ? Et là on est quelque part presque en train de proposer des alternatives, mais totalement éloignées de ce qu'ils pourraient concevoir, eux. Cet espace là, dans nos rêves, on le vit autrement. Cette forêt, la forêt, peut être vécue de plein d'autres manières qu'en plantant en mono-essences, en coupant, en récoltant, en envoyant en pellets pour le chauffage. C'était trop bien : on a dit NON, point barre, et puis on s'est retrouvé.es à se tourner vers ces questions de la forêt, où il y a plein de trucs à explorer. Dans le Jura c'est encore plus flagrant : là-haut illes se retrouvent à défendre une zone de plantation d'épicéas. Elle est pas belle, leur forêt !

L'AMASSADA - Ce que je trouve intéressant là-dedans, c'est qu'en suivant ce chemin que tu viens de décrire tu en arrives à un antagonisme : d'un côté des gens qui veulent gouverner et disposer des lieux de façon utilitaire, et de l'autre côté des gens qui veulent habiter. Pas laisser les choses en l'état, mais se remettre en lien avec les lieux, établir un autre rapport. Cette confrontation-là est assez riche, et nous il y a un peu un truc comme ça. Sauf que l'endroit précis du transformateur se prête pas vraiment à l'habitat d'une manière générale... C'est hyper aride, battu par tous les vents. On est assez partisan.es de ce que tu viens de décrire, on a eu un peu le même cheminement, sauf que quand on y arrive en se disant qu'on veut habiter... Est-ce qu'on veut vraiment habiter sur ce plateau ? Après, produire pour faire de l'agriculture, c'est aussi une manière d'habiter, et ce terrain servait à ça. Mais pour

nous, cette question s'est beaucoup plus transformée en problématique tactique. C'est un endroit complètement indéfendable, techniquement parlant. C'est sûr que si un jour les camions arrivent avec une escorte militarisée, en vingt minutes c'est plié. On s'est un peu dit qu'on se lançait dans des constructions, en essayant d'étoffer un peu le lieu qui peut quand même accueillir, même si c'est pas de l'habitat permanent. Essayer d'acquérir une force symbolique. C'est exactement le questionnement dans lequel on est en ce moment.

ROYBON - La problématique de l'habiter, elle est au coeur de ce qu'on vit. On se retrouve face à un défi. Ces territoires sont choisis parce qu'ils ne sont pas habités de manière hyper dense. La forêt... Ici on te dit que les gens en ont plus ou moins rien à foutre de cette forêt. Parce qu'il y a en d'autres dans le coin, et qu'elle n'est habitée, ils ont pas des usages avec elle qui feraient un lien fort. Tout le monde ne dira pas ça, heureusement, mais quand même. Ca aurait été vachement plus dur ici, je pense, si ça avait été des terres agricoles, parce que les gens sont plus liés à ça. Il y a quand même des agriculteurs qui ont râlé contre ce projet, mais c'est parce qu'ils ont des terres agricoles juste à côté. Il y a encore cet exemple du Jura parce que c'est une forêt pas du tout habitée. Du coup, on se retrouve face à ce défi, avec l'idée d'habiter le lieu. Mais l'A45, c'est vrai que c'est encore autre chose.

A45 - Ouais c'est encore autre chose. Là c'est vrai que c'est un territoire assez densément habité. Avec les copains, quand on commençait le boulot de cartographie – un boulot immense, puisque le tracé peut encore être déplacé de 300 m par-ci par-là – il me semble qu'il y a assez peu, voir pas de lieux d'habitation qui seraient expropriés. À des endroits, ils se sont dépatouillés pour bouger le tracé et le faire passer juste derrière une colline, ce qui emmerde juste 2-3 paysans, et qui participe à segmenter les gens dans leurs rôles et dans leurs usages.

Il y a plein de gens sur les communes du tracé qui sont pour, parce qu'ils bossent tous les jours à Lyon, et plein de gens de Saint Etienne aussi. Il n'y a jamais eu de processus type débat public, les élu.es de Saint Etienne s'appuient sur une prétendue légitimité populaire. C'est pour ça que c'est compliqué pour les opposant.es, parce qu'elles se battent pas contre la question-même de mobilité, de vitesse et d'efficacité du déplacement ; eux ils sont d'accord avec la fluidification des échanges entre les lieux. Quand t'as choisi le salariat, le crédit immobilier, et qu'il n'y a pas de travail dans les petits villages, il faut aller le chercher dans les grandes villes, et donc se déplacer

efficacement. Commence à émerger peut-être un peu l'idée que ce territoire n'est pas qu'une somme de lieux de production et de passage. Que pour les paysan.nes avec plein de petites fermes, c'est possible de vivre comme ça parce qu'elles sont à proximité de grandes villes, et peuvent avoir des magasins de producteurs où elles vendent des produits transformés à des bobos de la ville, faire de la vente directe sur des marchés. J'ai fait une émission de radio avec un paysan, qui répétait plusieurs fois "Nous on se bat pour que les *consommateurs* aient des *produits de qualité*"... Donc il y a des choses comme ça à discuter, et qui petit à petit peuvent être dépassées. Défendre seulement les terres agricoles comme pôles de production, peut-être que c'est pas suffisant, et que ça demande d'imaginer d'autres choses. Et aussi pour les villes.

ACTE III - Matérialités

L'AMASSADA - Elle est pas facile celle-là..

A45 - Nous c'est vraiment un début, en tout cas pour les personnes de l'Assemblée de lutte. Pour l'instant, ça se matérialise surtout par de la propagande : des banderoles et tout ça, mais il n'y a pas vraiment de construction et d'idée d'organisation autre de la vie. Par contre c'est classe, depuis une dizaine d'années les opposant.es ont une feuille trimestrielle avec les actualités du projet, de nouveaux textes argumentaires, des contributions de plein de villages, et qui est diffusée à plus de 10 000 exemplaires dans les boîtes aux lettres. C'est des assoc' qui ont beaucoup d'adhérent.es, illes ont un comité local dans chaque village, où il y a à chaque fois 4-5 personnes dynamiques. Il y a des banderoles sur les bords de routes, il commence à y avoir des tags... Il y a aussi eu des manifs de 1000 à 2000 personnes, et le gros rassemblement de 8-10 000 personnes cet été. Pour parler du *nous* un peu indéfini, notre contribution à ça, ça a été d'organiser cet été une marche de Saint Etienne à Lyon en 5 jours, avec une cantine mobile... Pour essayer d'aller à la rencontre des personnes et des raisons qu'elles ont de s'opposer. On s'arrêtait dans des villages, on a fait des soirées où on a essayé de poser des discussions, des projections, des bouffes. C'était assez cool, il y a eu de jolies rencontres, et plutôt des idées pour la suite que réellement des constructions. C'est une construction de la pensée et du relationnel, déjà, qui a commencé depuis un an. On a envoyé plein de flèches, d'éléments critiques qui étaient nouveaux dans l'opposition, qui génèrent forcément de la discussion et qui nous poussent aussi à aller vers les opposant.es historiques.

L'AMASSADA - Ouais pour nous... Au-delà des trucs dont tu parles, qui y sont dès le début - enfin plus ou moins - de tags et de tractages, ça passe pas mal par la communication entre les groupes. C'est vrai que le sujet éolien, c'est un truc qui touche aussi pas mal de gens. Il y a pas mal de petits comités qui se sont formés. Du coup, essayer de créer un lien entre ces choses-là. Ça passe par pas mal d'organisation d'événements, aussi. Même si ces événements n'ont pas forcément pour but de parler de cette lutte ou je sais pas quoi, le fait d'amener des gens sur ce lieu, par n'importe quel biais – que ce soit des concerts, des machins... les gens se posent forcément la question.

Ouais, nous ça se matérialise quand même fort sur la parcelle, avec notamment aussi

le fait que les terres sur lesquelles on a commencé à construire sont mises en indivision, entre 126 propriétaires. Au départ, ces terres appartenaient à une famille d'agriculteurs, enfin à une personne. Cette personne a refusé les offres de RTE - qui est le porteur du projet - du coup elle s'est retrouvée en procès avec des jours-amendes. La pression juridique s'est accrue. Elle a commencé à craquer et à plus du tout assumer d'avoir laissé construire une cabane dans l'illégalité, d'où l'indivision.

A 45 - Parce qu'au départ c'était un allié, qui vous a dit que vous pouviez construire, et tout ça ?

L'AMASSADA - Oui c'est ça. Une famille d'agriculteurs opposée au projet. Au début elles nous ont dit ok, et puis la pression s'accroissant, on a passé ce deal qu'elles cédaient à l'indivision. Ça c'est pour l'aspect "ralentissement des procédures légales", et ça a pas mal permis de rassembler du monde. On organisait des manifestations, dont une au mois de janvier qui avait un peu comme cible la préfecture de Rodez, puisqu'en dernier lieu c'est le préfet qui aura le dernier mot. L'idée c'était d'aller manifester le refus du projet directement devant le dernier maillon de la chaîne de décisions. Et là on s'était liées avec une asso qui regroupe plein de collectifs anti-éoliennes sur la région Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées. Tout le monde devait venir avec un sac de terre de là où il va y avoir des projets éoliens, et déverser leur terre devant la préfecture. Finalement c'était pas de la terre, c'était des feuilles mortes, mais on a quand même un pote qui a réussi à se faire arrêter et qui va passer en procès pour "violence aggravée" et "jet de de feuilles d'origine végétale". Ils ont marqué ça sur le PV : "violence aggravée" parce que c'est sur agent, mais avec des feuilles mortes.

ROYBON - Les juges et l'avocat vont bien se marrer.

L'AMASSADA - Après, pour continuer sur le sujet, je trouve que la lutte passe aussi par une présence bien accrue sur tout événement extérieur à nous, ami ou ennemi, sur lequel on vient gentiment – parfois moins.

Chez nous à St Affrique (juste à côté de St Victor), il y a tous les ans une espèce de foire bio, avec quand même la plupart des gens là-dedans qui sont vraiment pas nos amis, loin s'en faut. Et du coup on va un peu dans ces trucs-là pour... À chaque fois on se retrouve à côté du stand de Enercoop. C'est une alternative à EDF, qui te dit

que l'électricité qui arrive dans ton câble - si tu prends Enercoop, donc - c'est de l'énergie verte.

A45 - Ils trient les électrons qui viennent du renouvelable, et les autres ?

L'AMASSADA - Ouais c'est ça. Des grosses conneries, quoi. Et donc ils sont à fond des éoliennes... Eux c'est des tarés.

A45 - Ça c'est national pour le coup, c'est vraiment pas décentralisé ?

L'AMASSADA - Bah ils essaient, si si. C'est régional, avec une grosse centralisation politique et technique derrière. Parce que de toute façon le réseau c'est un monopole EDF. Enercoop peut être propriétaire de parcs éoliens, mais par contre le jus qui part du parc va dans les réseaux d'EDF. Bon bref, il y a un peu toute cette clique-là qui est de plus en plus présente. Ces derniers temps on a quand même pas mal essayé d'être dans ces endroits où eux ils déversent leur discours, pour faire contre-poids. Mais là c'est du costaud, les discussions avec les gens...

A45 - Ouais c'est vraiment intéressant, parce que vous en venez à opposer des arguments à des gens qui sont dans ce truc de transition énergétique, qui est en passe de devenir super "En Marche", et qui devient majoritaire dans l'opinion et chez les politiques. Ça va devenir le truc assez consensuel du développement capitaliste à venir : les gens parlent déjà tous de "troisième révolution industrielle", c'est là peut-être qu'on peut sentir le piège. Ces ingénieurs verts qui voient une sorte de production d'énergie décentralisée, toutes ces petites unités connectées pour "l'intelligence globale du réseau", avec les compteurs connectés, les objets connectés... Toute la chaîne du capteur de données et d'échanges comme nouveau potentiel industriel, et des fois les gens qui défendent ça se rendent plus ou moins compte de ce que ça veut dire comme mode de gouvernement et de gestion, des travers qui étaient déjà là dans l'industrie nucléaire.

SILENCE. Tou.tes se tournent vers les Roybonnais.es.

ROYBON - On a encore du temps pour répondre ? J'avais un peu du mal, parce que je restais bloquée sur le sujet d'avant... Peut-être que je peux enchaîner les deux.

Quand on est sur ce NON-là, on doit combattre même leurs formes d'adaptation, de récupération de l'écologie et de verdissage et tout. Plus ça va, plus ça se précise qu'on est contre ça. Et donc on est contradictoires, en quelque sorte. Quand on dit "alternatives", le mot à la base veut dire "le choix entre deux choses", c'est pas "une chose et son alternative", c'est vraiment un choix. Ça ou ça. Nous on propose pas d'alternative parce qu'on est pas dans ce cadre-là, en fait. Ce qu'on propose, c'est contradictoire avec leur truc, on n'est pas dans un choix. C'est contradictoire dans le sens : *ou c'est leur système, ou c'est le notre* – enfin, on a pas de système comme ça, mais...

L'AMASSADA - C'est des directions quoi. L'alternative c'est un peu comme d'avoir deux chemins pour aller au même endroit, et de choisir lequel prendre. Alors que là on est même pas d'accord sur l'endroit où il faut aller.

ROYBON à deux personnages - Ouais, ça peut être ça, mais c'est encore plus que ça. C'est ce mot *contradictoire* qui me frappe : on va montrer jusqu'au bout que non, on sera pas assimilable. Ça ne peut pas marcher ensemble. Ça me fait penser à ça, dans ce que tu dis quand on se rend à des endroits où ça parle de transition énergétique. C'est là où on peut se rendre visibles, là où ça peut se jouer. De l'extérieur, je me rends compte qu'il y a plein de gens qui ne voient pas la différence. Quand on parle à nos familles de ce qu'on vit, elles vont nous caler avec Rabhi ou avec les écolos, la décroissance... C'est ce qu'elles ont en visibilité. Elles ne vont pas percuter que dans nos têtes, il y a un choc. Et c'est là que la question est vachement intéressante, "pourquoi on dit non et non". Dans nos luttes, on a des moyens qui se ressemblent : on a des constructions ici aussi, et l'envie de faire du lien avec les gens autour. Il y a des choses qui nous animent, qui font notre vie par rapport à cette lutte. Essayer de faire que les gens viennent sur le lieu où il se passe quelque chose, que ça nourrisse des échanges, des débats, de répandre des idées et l'attachement à l'endroit, aussi.

Il y a aussi des gens qui habitent là sur la zone, qui du coup se réapproprient la construction depuis l'extraction des matériaux, la production de nourriture. Il y a une partie de ces choses qui est mise en lien dans les luttes, avec par exemple l'utilisation du bois. Approfondir le sujet, ça permet de se connecter avec d'autres gens qui réfléchissent aussi aux façons de faire différemment.

C'est vrai qu'ici on fait les deux à la fois. Toute la partie « faire vivre la lutte », on en parle, on fait venir des gens, etc... et puis à côté de ça on construit, on construit notre

vie, en essayant de se réappropriier le plus possible l'habiter, l'usage des matériaux, l'usage des lieux, la production de nourriture, la construction... C'est assez énorme, quoi. Avec une bonne diversité aussi. C'est un espace qui est un peu suspendu dans le temps là, un truc planant. Tant que cette affaire judiciaire n'est pas réglée, c'est une situation vaguement flottante qui est hyper riche, parce que c'est un espace hyper ouvert. Et aussi parce que nous ça nous parle, on maintient cette ouverture. Les expériences qui se passent ici sont multiples, hyper variées : on parle de réappropriation, de *l'habiter-là...* On parle aussi de l'expérience de la maison forestière aussi. Il y a plein de parcours qui se croisent, il y a des gens qui viennent là parce qu'elles ont besoin de se ressourcer, d'avoir des espaces où elles sont tranquilles. Il y a des gens qui viennent là parce qu'elles se font emmerder, en fait. C'est des gens qui peuvent être à la rue, qui peuvent avoir des problèmes de drogues, enfin il y a plein de raisons pour lesquelles on peut avoir envie qu'on nous foute la paix et d'habiter en forêt. Quotidiennement, il y a aussi une difficulté sur la façon dont se matérialise notre lutte : des fois on a l'impression qu'un peu toute notre vie, c'est une lutte. C'est galère en fait. Cette espace-là avec toutes ses possibilités, c'est dur parfois, c'est super dur. On se ré-affronte à plein de problématiques, qui sont invisibles lorsqu'on est dans un modèle plus cadré. On s'est pris dans la figure plein de problèmes d'addictions, plein de problèmes de relations, plein de problèmes de délimitation de nos vies, de nos intimités. Et ça c'était une grosse partie de notre quotidien.

Il y a aussi des gens qui ne sont pas sédentaires. C'est un autre mode de vie, et il faut un espace où pouvoir le vivre. Ces nomades font des jardins et en fait, ça sera pour celui qui passe dans trois mois. Et ce mode de vie, il est souvent attaqué.

A45, *sortant de sa torpeur* - Quoi, vous êtes attaqué.es dans la forêt ?!

ROYBON – Non je veux dire en général, en France.

L'AMASSADA - Alors heureusement qu'on vit pas en France.

EPILOGUE

ROYBON - Vous voulez rajouter un truc ?

L'AMASSADA - Moi je pense que ça serait vraiment important, dans plein de lieux comme ça, d'arriver à un moment au point où on déclare que ce bout de territoire-là fait sécession du territoire national. C'est un peu mon trip qu'un jour on arrive à faire une grande déclaration publique en disant "bah en fait, de là à là, c'est plus l'état français, ce territoire-là fait sécession". Mais en fait de le penser, vraiment. D'autant plus qu'il y a plein de lieux qui s'organisent et qui ont une dynamique qui va - à mon sens - vers une forme de sécession. Ça serait vraiment intéressant de voir ce que ça pourrait donner d'assumer ce truc-là, d'une façon qui serait un peu forte et un peu marrante en même temps.

A45 - Est-ce qu'on a besoin de coups d'éclat ? Est-ce qu'on a besoin d'être visibles, forcément ? Ca pose la question des actions symboliques, et de quel(s) imaginaire(s) il y a derrière. Comment on se met en œuvre, nous, dans le concret ; et puis souvent il y a un truc qui plane, une imagerie qu'on donne. Souvent les luttes ont des surnoms genre "les chouettes hiboux", "les tritons"... C'est se relier à des mythes, prendre des imaginaires. Et puis le truc de la sécession et du coup d'éclat, avec l'aspect com' qu'il peut y avoir là-dedans. Ce qui est intéressant, est-ce que c'est de faire sécession, ou bien de faire exister de manière plus invisible et discrète, moins tonitruante, une multiplicité de mondes ?

L'AMASSADA - C'est vrai que ça pose cette question-là. Mais ce que je disais c'était pas tant dans l'idée de faire un coup d'éclat, que de temps en temps se raconter. De formuler, même pour nous-mêmes, ce qu'on est en train de faire. Qu'est-ce qui est en train de se passer ? A long terme, c'est vraiment libérer des endroits. C'est géographique, extrêmement concret comme problématique. Après, c'est un peu un espèce d'horizon, un *truc-à-penser*. Parce que je suis tout à fait d'accord sur le fait que les choses comme ça elles se font de manière tout à fait discrètes et informelles, et souvent informulées. Mais qu'à des moments, comme pour nous-mêmes, nous relancer un... nous fixer un horizon, je trouve que ces choses-là sont intéressantes. De décider nous-mêmes comment on raconte l'histoire qui est en train de se faire.